

Jacques Dumaine, Quai d'Orsay 1945-1951

Légende: Dans ses carnets personnels, Jacques Dumaine, chargé du protocole au Quai d'Orsay, note comment Robert Schuman a longtemps conservé secret son plan de mise en commun du charbon et de l'acier français et allemand.

Source: DUMAINE, Jacques. Quai D'Orsay, 1945-1951. Paris: René Julliard, 1955. 590 p.

Copyright: (c) DUMAINE Jacques

URL: http://www.cvce.eu/obj/jacques_dumaine_quai_d_orsay_1945_1951-fr-ee0d96bb-c0ce-440f-929e-fa3ab0219ad7.html

Date de dernière mise à jour: 24/10/2012

Jacques Dumaine, *Quai d'Orsay 1945-1951*

[...]

10 Mai

Voilà donc révélé le grand projet Schuman. Nous soupçonnions qu'il y avait anguille sous roche à certains signes qui n'échappent pas à un fonctionnaire : le Ministre devenait de plus en plus inaccessible, l'entourage muet, les propos évasifs. Mais le secret fut bien gardé jusqu'à la conférence de presse d'hier soir.

L'étonnement que cause l'idée-mère, la manière surprenante de l'annoncer, calme, suave mais catégorique, ont créé une sensation que les méthodes de la démagogie courante n'eussent pas obtenue.

L'audace et l'imagination ont hier joué leur rôle. Il faudra maintenant, pour mettre en œuvre notre intention, pratiquer les vertus qui nous sont les moins habituelles : la persistance, l'équité compréhensive, le pragmatisme intellectuel. M. Schuman a la chance et le mérite de les posséder et de les pratiquer. Il en usera pour parcourir un long chemin car il ne faut pas souhaiter aboutir trop vite.

C'est entendu, nous allons tenter de mettre en commun avec l'Allemagne Occidentale notre production de charbon et d'acier. Si la France se limite à ce dialogue, son geste aura été généreux mais dangereux car la production allemande est sensiblement supérieure à la nôtre et le deviendrait bien davantage si les deux Allemagnes étaient de nouveau unifiées.

A la mise en commun, il faut donc associer les pays limitrophes du Bénélux dont les sidérurgies nationales ne resteront viables qu'intégrées dans le « pool » (le mot va devenir pour longtemps la « tarte à la crème » du langage diplomatique).

L'Italie s'associera pour ne pas rester seule, mais elle ne pèsera pas d'un grand poids dans la balance. Les Etats-Unis donneront leur bénédiction avec allégresse car le projet est la première tentative d'intégration en Europe.

Reste l'Angleterre. Il est aussi nécessaire que difficile de l'associer. Une négociation en tête à tête avec le Gouvernement de Bonn, apparemment plausible, serait vite la cause de dangers complexes sans la participation du Gouvernement britannique. Admettons qu'elle échoue, l'antagonisme franco-allemand se creuserait davantage et le chantage allemand d'incliner vers les Soviétiques s'accroîtrait.

Admettons qu'elle réussisse ; une puissante sidérurgie européenne serait créée et s'opposerait à la sidérurgie anglaise en une concurrence glissant bientôt à l'hostilité.

La participation de l'Angleterre à la mise en commun est donc pour la France une nécessité. Mais comment l'obtenir ?

L'industrie métallurgique anglaise est la plus perfectionnée et son extraction de charbon la plus abondante de l'Europe. Le particularisme britannique a été récemment renforcé par l'appareil des lois sociales qui ont établi la nationalisation. Le parti travailliste aura donc l'humeur aussi insulaire et ombrageuse que les conservateurs « die hard ». N'oublions pas que l'Angleterre a couru l'aventure de deux guerres pour ne pas laisser l'Allemagne devenir une puissance industrielle qui lui enlèverait ses débouchés. Aujourd'hui nous semblons demander aux Anglais de laisser réussir, en temps de paix, cette éventualité redoutée, toujours combattue. C'est un paradoxe.

Mais la politique anglaise a récemment découragé toutes les tentatives d'unifier l'Europe Occidentale, diluant habilement les projets échafaudés tant à l'organisme du Plan Marshall qu'au Conseil de l'Europe. Elle n'a cessé d'être négative et décourageante ; d'où, chez les partenaires, le désir impulsif de passer outre à ses objections.

Il y a donc dans le projet Schuman une intention de forcer la main au Gouvernement britannique qui en est la faiblesse.

[...]